



LE BUREAU DES QUESTIONS EXISTENTIELLES

POURQUOI parle-t-on
de quart d'heure
toulousain ?



TIC TAC. À Toulouse, il serait de bon ton d'être en retard. La ponctualité se compterait sur les doigts de trois mains, ou sur un quart de cadran. Ces fameuses quinze minutes de retard acceptables sont-elles particulières aux rives de la Garonne ?

« Le quart d'heure toulousain ? Je ne le pratique pas personnellement. Mon médecin, lui, l'utilise, je lui ai encore reproché avant-hier », râlait Juliette avant de rattraper ses petits enfants qui gambadent rue d'Alsace-Lorraine. Pour cette Toulousaine d'origine, la ponctualité, c'est une question de politesse. Au-dessus de sa tête, un bien étrange horloge semble témoigner de la relation ambiguë qu'ont les Toulousains au temps: ce ne sont pas 12, mais 24 chiffres qui ornent le grand cadran du 59 rue d'Alsace-Lorraine. « Moi, je trouve ça pratique, au lieu de chercher une bonne excuse lorsqu'on est en retard, il suffit d'invoquer le quart d'heure toulousain », rigole Philippe en attendant sa fille. Alors, les Toulousains sont-ils d'infâmes rustres ou ont-ils raison de laisser le temps au temps ? Selon l'étiquette, un peu des deux.

Les règles de savoir-vivre veulent que la ponctualité prime en cas de rendez-vous à l'extérieur ou professionnel. En revanche, il existe un quart d'heure de courtoisie. Ce dernier prévoit d'arriver quinze minutes après l'heure dite, afin de laisser à l'hôte une marge pour finaliser ses préparatifs.

Ces minutes supplémentaires poussent-elles uniquement sur les rives argileuses de la Garonne ? Attablée à un café, Danielle semble accrédi-ter cette thèse. Cette enseignante chercheuse n'a jamais pu se faire à cette permissivité horaire : « Pour moi, c'est une violence d'être en retard. J'ai étudié à Dijon où tout le monde est en avance. Ici, j'attends en permanence mes collègues, c'est pénible. » Selon le sociologue britannique Richard D. Lewis, en effet, les peuples dits latins seraient moins prompts à respecter leurs emplois du temps ou les délais imposés que les peuples du Nord de l'Europe. Une théorie que réfute dans un sourire l'historien toulousain Rémy Pech : « Il faut prendre garde à ne pas institutionnaliser les ethnotypes : les gens du Sud ne sont pas plus indolents que les gens du Nord. J'ai commencé ma carrière à Tours, et on y évoque aussi le quart d'heure tourangeau. »

Entre deux lampées de bière en terrasse du Père Peinard, Victor, Toulousain d'adoption, confirme : « N'importe quoi ! Moi je viens de Bourges... et à l'origine, le vrai, c'est le quart d'heure berrichon ! » Ses deux voisins de table s'écharpent quant à eux sur la prévalence des quarts d'heure parisiens ou nantais...

Difficile de s'accaparer un retard que toute la France s'arrache. Ce manque de rigueur supposé ne semble d'ailleurs pas toucher le monde de l'entreprise. Yannis, arrivé de Lorraine en 2016 pour diriger le Décathlon de l'hippodrome, ne trouve pas à se plaindre : « C'est sûr que, dans la vie en général, les gens sont plus détendus ici. Mais mes collaborateurs sont toujours très ponctuels. »

Le site parodique Lesoûlousain.fr a tout de même attribué son "Quart d'heure toulousain Award 2017" à l'enseigne irlandaise Primark dont le magasin du centre-ville, qui devait ouvrir initialement en mars 2015, est toujours en construction.

Gabriel Haurillon ✍

LE JOURNAL TOULOUSAIN

Jt

MÉDIA DE SOLUTIONS

COMPRENDRE, S'INSPIRER, AGIR ! 1€

Macron - Le Pen LEURS PROJETS VUS PAR CEUX QUI AGISSENT (VRAIMENT)

Le JT, l'hebdo qui repart pour un tour



J'ai testé p. 11
LES VERTUS
DES COMPLIMENTS

En immersion p. 14
DANS LA CLINIQUE
DU PATRIMOINE

JEUDI 04 > 11 MAI 2017 • N° 737

Jt
MATINALE
CONSEILS JURIDIQUES
LE 18 MAI À 8H

Entrepreneurs :
et si on parlait fiscalité ?

Avec le cabinet Céline CARSALADE

Lab'Oikos
32 Rue Riquet
Entrée Libre



R 29141 - 0737 - F 1,00€



C'EST L'HISTOIRE D'UN SECOND TOUR...

La forme ou le fond ?

est édité par Scoparl News-Médias 3.1
32 Rue Riquet, 31000 Toulouse
Tél : 09.83.27.51.09
redaction@lejournaltoulouse.fr
Registre du commerce :
RCSB 803 281 880
N° Commission Paritaire:
1016 C 83361
ISSN : 2425.1151
Dépôt légal à parution
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Rémi Demersseman
RÉDACTEUR EN CHEF :
Philippe Salvador
redaction@lejournaltoulouse.fr
RÉDACTION :
Marine Mugnier, Delphine Tayac, Kenza Gros
Desormeaux, Philippe Salvador, Rémi Khélif,
Maillys Lopez, Maylis Jean-Préau, Nicolas
Mathé, Charline Poullain et Gabriel Haurillen
CHEF DE PROJET :
Cécile Varin
CHEF DE PROJET WEB :
Vincent Penalba
CORRECTION :
Thomas Gourdin
PHOTOGRAPHES :
Franck Alix et Héléne Ressayres
MAQUETTE :
Venise Abed
IDENTITÉ VISUELLE :
www.cathycombarnous.fr
ANNONCES LÉGALES :
Tél. : 09.83.27.51.41
annonceslegales@lejournaltoulouse.fr
Le Journal Toulousain est habilité
à publier les annonces légales
et judiciaires en Haute Garonne
Tarif préfectoral 2015 : 4,10 € HT la ligne.
ABONNEMENT : 48 € pour 50 numéros
et le contenu numérique.
SERVICE COMMERCIAL
(annonces légales et parutions publicitaires) :
Véronique Lapeyre
Tél : 07.62.89.26.21
service.commercial@lejournaltoulouse.fr
IMPRESSION : Rotimpres (Espagne)
Pol. Ind. Casa Nova
Carrer Pla de l'Estany s/n
17181 Aiguaviva (Girona)
Journal fondé en 1997 par André Gallego



Appeler à voter pour l'un ou pour l'autre ? Prendre la position du "tout sauf le FN" ? À la rédaction du JT, les débats ont été vifs. Dans la configuration de ce second tour, quel doit être le rôle d'un média de solutions ? Encore une fois, il a semblé qu'il était surtout important d'éclairer, de pointer, de mettre en perspective et de donner la parole à ceux qui agissent.

Comment abordent-ils ce second tour ? Les programmes sont-ils à la hauteur des défis qui s'annoncent pour les prochaines années ? Bref, si on parlait du fond ? C'est l'objet du dossier de la semaine.

Mais, en tant que directeur de la publication, l'enjeu de ce numéro est trop important pour que j'en reste à mon devoir réserve. JT est un média dirigé vers un but précis, strictement incompatible avec une accession au pouvoir de M^{me} Le Pen : donner de l'espoir, montrer que l'autre est une chance pour soi, informer pour aider chacun à agir en faveur d'une société meilleure. Parce que malgré les difficultés, dans les changements que nous subissons, il y a du positif. De l'espérance. De l'audace. Des solutions. Autant de choses qui contrarient les stratégies d'un « parti raciste et xénophobe » – comme le qualifiait Jacques Chirac sur France 2, le 23 mars 1998 – et de son ancienne présidente.

Liberté. Égalité. Fraternité. Toutes les expériences de gouvernement d'extrême-droite démontrent que ces valeurs leur sont étrangères. Alors, après avoir écouté "la parole de ceux qui agissent", ne laissez pas d'autres vous priver de la vôtre à l'avenir.



Rémi Demersseman, directeur de la publication





TOXIII

VS

SHEFFIELD EAGLES

Samedi 20 mai / 18h30

Stade Ernest Argelès
BLAGNAC / Tram T1 / Bus 70

www.to13.com















SOLUTIONOMETRE. Au-delà d'appeler à voter Macron pour faire barrage, d'agiter le danger du Front National, que disent vraiment les programmes des deux candidats sur les grands enjeux futurs? Entrepreneur social, militant, agriculteur bio, enseignant... À travers leur expérience de terrain, ils décryptent les différentes propositions.

Agriculture



Jt

Semer de NOUVELLES IDÉES

Trop «libéral» ou «électoraliste». C'est ainsi qu'Alexandre Belin, à la tête d'une ferme maraîchère bio à Seysses et cofondateur de Macadam Gardens, un bureau d'étude et de maîtrise d'œuvre en agriculture urbaine, juge les programmes des candidats.

« **L'**argent du plan de relance de l'agriculture de 5 milliards d'euros sur 5 ans proposé par le candidat d'En Marche! risque d'être accaparé par les grosses exploitations agricoles. Elles courent après les rendements, en automatisant de plus en plus, comme la ferme des 1000 vaches », explique Alexandre Belin.

Le candidat d'En Marche ! se dit en faveur de la recherche sur les OGM, mais Alexandre Belin propose plutôt de favoriser le développement de l'agroécologie. «Au vu des dégâts des pesticides, il faut former les nouveaux agriculteurs à ces

méthodes de culture afin de préserver la biodiversité et aussi la santé. » Le consentement d'Emmanuel Macron aux traités de libre-échange transatlantiques (TAFTA, CETA) «serait une catastrophe pour les filières d'élevage françaises étant donné que les normes ne sont pas les mêmes aux États-Unis et au Canada ».

La proposition de Marine Le Pen de sortir de la Politique agricole commune (PAC) ne le séduit pas non plus. «La plupart des agriculteurs vivent grâce aux subventions de l'Europe », commente Alexandre Belin. Quant au projet d'appliquer le patriotisme économique aux produits agricoles français, l'ingénieur craint des représailles. «Si les pays où l'on exporte font de même, cela pourrait être catastrophique pour certaines filières comme le fromage ou le vin », commente Alexandre Belin, en référence à l'embargo des États-Unis sur le roquefort.

Le cofondateur de Macadam Gardens approuve en revanche l'idée d'En Marche ! de faciliter l'accès au fon-

cier en mettant en place des outils de financement «parce qu'il est de plus en plus difficile de trouver des terres, surtout en Haute-Garonne». L'ingénieur valide également le projet de la candidate frontiste d'un adossement au régime général de la sécurité sociale. «La mutualité sociale agricole est injoignable et met énormément de temps pour nous rembourser », ajoute-t-il, avant de conclure : «En bref, le programme d'Emmanuel Macron me fait très peur pour les petites exploitations et celui de Marine Le Pen est plutôt bon mais électoraliste et irréalisable.»

Marine Mugnier ✍

Énergie et transports : PEUT MIEUX FAIRE

Les projets de Marine Le Pen et d'Emmanuel Macron pour l'environnement sont diamétralement opposés. Et si, pour Paul Neau, responsable du bureau d'études environnementales Abies, le premier nie les enjeux écologiques, l'autre manque cruellement d'ambition.

Environnement



Jt

NUCLÉAIRE

«Aujourd'hui, avec 75% de son énergie provenant du nucléaire, la France est un cas à part.» Pour Paul Neau, responsable du bureau d'études environnementales Abies, il est temps de diversifier nos sources d'approvisionnement. Une vision que ne partage pas Marine Le Pen. Pour elle, pas question d'arrêter le nucléaire et d'appliquer la loi de transition énergétique. Cette législation, adoptée en 2015, vise à porter la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50% à l'horizon 2025. La candidate FN souhaite plutôt rénover le parc existant, la centrale de Fessenheim comprise. «Elle fait du clientélisme et parle de la défense de l'emploi des salariés de la centrale mais n'a pas de réelle vision énergétique», explique Paul Neau. Le programme d'Emmanuel Macron sur la question serait, lui, peu ambitieux comparé à ce qui a été proposé par Benoit Hamon, Yannick Jadot ou Jean-Luc Mélenchon, mais aurait le mérite d'être «dans la continuité de la loi énergétique». Le représentant d'En Marche! veut ainsi fermer la centrale alsacienne mais n'est pas pour une sortie totale du système actuel. Pourtant, Paul Neau, qui s'appuie sur le scénario de l'association Négawatt, dont il est membre, estime qu'il faut voir plus loin : le «100% renouvelable» est possible dès 2050.

ÉLECTRICITÉ RENOUVELABLE

«Marine Le Pen veut un moratoire sur l'éolien alors que c'est la première source d'électricité alternative. C'est incohérent avec l'idée d'une transition énergétique», explique le physicien de formation. Emmanuel Macron

propose quant à lui le passage à 32% de renouvelable d'ici à 2030 et veut simplifier les procédures de déploiement. Une proposition bienvenue pour Paul Neau: «On n'a jamais vu quelqu'un se faire refuser le permis de construire d'une centrale nucléaire, alors que faire installer un parc d'éoliennes, par exemple, est très compliqué.» Cette mesure serait même une priorité pour lui: «Il faut aussi expliquer au grand public que se fournir en électricité renouvelable est aujourd'hui moins cher.» Mais se procurer de l'énergie autrement ne suffit pas, il s'agirait également d'apprendre à l'économiser.

RÉNOVATION DES BÂTIMENTS

1 million. C'est le nombre de logements qu'Emmanuel Macron veut aider à rénover d'ici à 2022 s'il accède à l'Élysée. «Cela peut paraître beaucoup mais, sur les 30 millions de logements que comptent la France, cette proposition est peu ambitieuse», décrypte-t-il. Et Marine Le Pen ne ferait pas mieux: «Pas de proposition concrète sur le sujet de son côté.» Or, pour Paul Neau, en plus des avantages écologiques, rénover les bâtiments permettrait de créer des emplois locaux et de faire travailler des artisans. «Là aussi, il faut inciter financièrement et simplifier les démarches pour motiver les gens à sauter le pas», ajoute-t-il.

TRANSPORTS

«Alors que le transport des personnes et des biens est le premier secteur d'émetteur de gaz à effet de serre en France, les programmes des deux candidats sont peu ambitieux en la matière, voire très pauvres», explique

Paul Neau. Emmanuel Macron assure vouloir confirmer les bonus-malus pour les achats de véhicules neufs, et donc «le principe du pollueur-payeur, ce qui est une bonne chose». Il prône également le développement des véhicules électriques, quand Marine Le Pen avantage la filière hydrogène. «Mais ils ne disent pas comment l'électricité dans un cas, l'hydrogène dans l'autre, seraient produits», souligne le spécialiste. Pour améliorer le secteur des transports, le membre de l'association Négawatt préconise plutôt le développement du rail et la taxation du kérosène. «Au final, Marine Le Pen ne parle pas de "climat" ni de "changement climatique" dans son programme, ce qui est inquiétant: quand on ignore les maux et les raisons des maux, on ne peut proposer un projet à la hauteur des enjeux. Emmanuel Macron est lui dans la continuité de ce qui se fait depuis cinq ans, ce qui n'est pas non plus à la hauteur des enjeux climatiques», conclut Paul Neau.

Marine Mugnier ✍

Énergie et transports : PEUT MIEUX FAIRE

Les projets de Marine Le Pen et d'Emmanuel Macron pour l'environnement sont diamétralement opposés. Et si, pour Paul Neau, responsable du bureau d'études environnementales Abies, le premier nie les enjeux écologiques, l'autre manque cruellement d'ambition.

Environnement



Jt

NUCLÉAIRE

«Aujourd'hui, avec 75% de son énergie provenant du nucléaire, la France est un cas à part.» Pour Paul Neau, responsable du bureau d'études environnementales Abies, il est temps de diversifier nos sources d'approvisionnement. Une vision que ne partage pas Marine Le Pen. Pour elle, pas question d'arrêter le nucléaire et d'appliquer la loi de transition énergétique. Cette législation, adoptée en 2015, vise à porter la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50% à l'horizon 2025. La candidate FN souhaite plutôt rénover le parc existant, la centrale de Fessenheim comprise. «Elle fait du clientélisme et parle de la défense de l'emploi des salariés de la centrale mais n'a pas de réelle vision énergétique», explique Paul Neau. Le programme d'Emmanuel Macron sur la question serait, lui, peu ambitieux comparé à ce qui a été proposé par Benoit Hamon, Yannick Jadot ou Jean-Luc Mélenchon, mais aurait le mérite d'être «dans la continuité de la loi énergétique». Le représentant d'En Marche! veut ainsi fermer la centrale alsacienne mais n'est pas pour une sortie totale du système actuel. Pourtant, Paul Neau, qui s'appuie sur le scénario de l'association Négawatt, dont il est membre, estime qu'il faut voir plus loin : le «100% renouvelable» est possible dès 2050.

ÉLECTRICITÉ RENOUVELABLE

«Marine Le Pen veut un moratoire sur l'éolien alors que c'est la première source d'électricité alternative. C'est incohérent avec l'idée d'une transition énergétique», explique le physicien de formation. Emmanuel Macron

propose quant à lui le passage à 32% de renouvelable d'ici à 2030 et veut simplifier les procédures de déploiement. Une proposition bienvenue pour Paul Neau: «On n'a jamais vu quelqu'un se faire refuser le permis de construire d'une centrale nucléaire, alors que faire installer un parc d'éoliennes, par exemple, est très compliqué.» Cette mesure serait même une priorité pour lui: «Il faut aussi expliquer au grand public que se fournir en électricité renouvelable est aujourd'hui moins cher.» Mais se procurer de l'énergie autrement ne suffit pas, il s'agirait également d'apprendre à l'économiser.

RÉNOVATION DES BÂTIMENTS

1 million. C'est le nombre de logements qu'Emmanuel Macron veut aider à rénover d'ici à 2022 s'il accède à l'Élysée. «Cela peut paraître beaucoup mais, sur les 30 millions de logements que comptent la France, cette proposition est peu ambitieuse», décrypte-t-il. Et Marine Le Pen ne ferait pas mieux: «Pas de proposition concrète sur le sujet de son côté.» Or, pour Paul Neau, en plus des avantages écologiques, rénover les bâtiments permettrait de créer des emplois locaux et de faire travailler des artisans. «Là aussi, il faut inciter financièrement et simplifier les démarches pour motiver les gens à sauter le pas», ajoute-t-il.

TRANSPORTS

«Alors que le transport des personnes et des biens est le premier secteur d'émetteur de gaz à effet de serre en France, les programmes des deux candidats sont peu ambitieux en la matière, voire très pauvres», explique

Paul Neau. Emmanuel Macron assure vouloir confirmer les bonus-malus pour les achats de véhicules neufs, et donc «le principe du pollueur-payeur, ce qui est une bonne chose». Il prône également le développement des véhicules électriques, quand Marine Le Pen avantage la filière hydrogène. «Mais ils ne disent pas comment l'électricité dans un cas, l'hydrogène dans l'autre, seraient produits», souligne le spécialiste. Pour améliorer le secteur des transports, le membre de l'association Négawatt préconise plutôt le développement du rail et la taxation du kérosène. «Au final, Marine Le Pen ne parle pas de "climat" ni de "changement climatique" dans son programme, ce qui est inquiétant: quand on ignore les maux et les raisons des maux, on ne peut proposer un projet à la hauteur des enjeux. Emmanuel Macron est lui dans la continuité de ce qui se fait depuis cinq ans, ce qui n'est pas non plus à la hauteur des enjeux climatiques», conclut Paul Neau.

Marine Mugnier ✍

Travail



It

« Toujours pas de vaccin CONTRE LE CHÔMAGE! »

Nouvelle loi Travail, baisses de charges et relance de l'investissement pour Emmanuel Macron. Abrogation de la loi Travail, priorité nationale et retour au franc chez Marine Le Pen. Sans surprise, nos acteurs de terrain penchent pour le premier de ces deux programmes pour l'emploi. Mais sans grande conviction.

Experte depuis deux décennies du marché du travail, Corinne Cabanes dirige un cabinet de ressources humaines. Elle partage l'idée d'Emmanuel Macron de supprimer les charges sur les emplois rémunérés au smic. « Mais il faut que cela profite aussi au salarié. En ajoutant par exemple la moitié de l'allègement sur leur bulletin de paye. » La professionnelle en recrutement s'oppose en revanche au renforcement du contrôle des chômeurs proposé par le candidat d'En Marche! : « Mieux vaut rendre l'emploi attractif et leur verser une vraie prime lorsqu'ils acceptent des bas salaires ou lorsqu'ils vont travailler dans des zones prioritaires. » Quant à Marine Le Pen, « elle n'a pas suffisamment creusé le sujet ». « Les mesures qu'elle annonce ne sont pas liées entre elles et seraient difficiles à mettre en place », poursuit la spécialiste. Corinne Cabanes de pointer la difficulté qu'auraient les organismes de formation à trouver des stages pour leurs élèves, comme le propose la candidate frontiste. Ou la taxe sur l'embauche de salariés étrangers, « qui, si elle se généralise en Europe, serait évidemment contre-productive ».

FISCALITÉ DES ENTREPRISES

De même, la nationalité importe peu à Jérémie Loevenbruck, conseiller en développement durable et fondateur de la conciergerie de quartier Allo Bernard : « L'important, ce sont les conditions de travail, et l'impact social et environnemental de l'emploi. Quel que soit le pays

d'origine du salarié. » Lui fait deux propositions : taxer les entreprises en fonction des dégâts qu'elles occasionnent sur la nature ou sur les hommes, et surtaxer les hauts salaires. Jeune entrepreneur, il ne voit pas grand-chose à redire à certaines mesures proposées par Marine Le Pen : l'obligation pour l'État de respecter les délais de paiement, les taux d'emprunt préférentiels pour les petites et moyennes entreprises ou le taux réduit de l'impôt sur les sociétés : « Il est difficile de critiquer de telles mesures. C'est la façon qu'elle a de tout ramener à la préférence nationale qui est insupportable. »

REPRÉSENTATION DES SALARIÉS

Comme Emmanuel Macron, Jérémie Loevenbruck préfère que les accords se négocient dans l'entreprise, mais il exige de solides garde-fous. « Car c'est toujours le plus fort qui gagne, donc rarement l'employé. Il faut maintenir les rapports de force. » Dans sa scop, il réunit régulièrement ses collaborateurs

autour d'un bâton de parole, pour que tous soient logés à la même enseigne. Une mesure promise par l'ancien ministre de l'Économie l'a séduit : la possibilité, pour un salarié démissionnaire d'être couvert par l'assurance chômage. De quoi changer de carrière, développer un projet professionnel. Il veut même aller au-delà : « Il faudrait pouvoir décider de réduire son temps de travail pendant certaines périodes de sa vie et l'augmenter à d'autres. » Corinne Cabanes propose, elle, « de mettre en place des entretiens annuels de carrière, pour avoir une vision claire de son évolution ». « Parvenir à faire un virage à 180°, c'est très rare », assure l'experte, avant de suggérer aux candidats de « mettre le paquet sur l'orientation pour faire des travailleurs heureux, de rendre universel l'accès au numérique, comme l'eau ou l'électricité, et... de trouver le vaccin contre le chômage! » « On peut toujours rêver, surtout en période électorale! », conclut-elle.

« LA SANTÉ PUBLIQUE demande de l'argent public »

Alain Motes, secrétaire du syndicat Sud santé sociaux au CHU de Toulouse, émet de sérieux doutes sur la faisabilité des projets des candidats sur la santé. Il décerne tout de même quelques bons points à Emmanuel Macron. Et fustige la restriction de l'accès aux soins aux étrangers voulue par Marine Le Pen.



« Pour nous le problème du système de santé est un problème de moyens », rappelle Alain Motes, secrétaire de la section syndicale Sud santé sociaux au CHU de Toulouse. « À l'hôpital, on observe un épuisement des professionnels. Dans cette crise, la variable d'ajustement, c'est le personnel. On nous fait faire des actes et non plus du soin. »
Aussi lorsque

« Si on n'aide plus les personnes étrangères malades, des maladies éteintes vont se redévelopper »

les deux candidats annoncent le développement des maisons de santé, le kinésithérapeute reste prudent : « C'est très à la mode, mais qu'est-ce que l'on met derrière ? Si c'est dans une zone sans spécialiste parce que l'hôpital local a été fermé, je ne suis pas pour. » Quant au remboursement à 100% pour les prothèses auditives, dentaires et optiques, prôné par Emmanuel Macron : « C'est du vent, il n'arrivera pas à les convaincre (sous-entendu les mutuelles et les complémentaires santé, ndlr). La santé publique demande de l'argent public. » Le candidat d'En Marche ! met également en avant la prévention. « Les besoins sont énormes. La santé scolaire, par exemple, a été délaissée ». La candidate du Front National propose quant à elle de restreindre l'accès aux soins aux étrangers : « C'est un problème de santé publique. Si on n'aide plus les personnes étrangères malades, des maladies éteintes vont se redévelopper, comme la tuberculose », commente Alain Motes. Autre proposition frontiste : inciter les stages d'internat dans des « déserts médicaux ». Réaction : « On pourrait demander à des étudiants de passer six mois dans une campagne, les formations doivent tenir compte de cela. Je n'ai rien à redire. »

Charline Poullain ✍



Éducation



LES BULLETINS DE NOTES des candidats

Vide du côté du Front National, insuffisant pour En Marche !. Jean-Christophe Salles, instituteur en zone d'éducation prioritaire, rend un bulletin de notes très mitigé pour les programmes des deux candidats en termes d'éducation.

Jt

Instituteur à l'école primaire Elsa Triolet, située en zone d'éducation prioritaire à Basso-Cambo, Jean-Christophe Salles a observé attentivement la mesure phare d'Emmanuel Macron en matière d'éducation. Le candidat d'En Marche! souhaite en effet diviser par deux les effectifs des classes de CP et CE1 en REP (Réseau d'éducation prioritaire) et REP+.

« C'est une très bonne idée, mais il y a un sacré doute sur son application. Ne serait-ce qu'au niveau pratique. Dans notre école, il y a sept salles de classe. Si on répartit les 55 élèves de CP et de CE1 par effectifs de 12, cela occupe cinq salles. Que fait-on des 85 élèves de CE2, CM1 et CM2 restants? De plus, quand je vois qu'il n'envisage de créer que 4000 à 5000 postes supplémentaires, le compte n'y est pas », explique l'enseignant. Il voit en revanche d'un très bon œil les deux propositions accompagnant le dispositif: une prime annuelle de 3000 euros nets pour les enseignants en zone prio-

ritaire, ainsi que l'impossibilité d'y affecter les professeurs (hors choix motivé) durant leurs trois premières années d'exercice. « Cela va aider à attirer plus d'enseignants, mais je ne sais pas si cela suffira à résoudre le problème des inégalités. La solution passe à mon avis par un recrutement bien plus important. Des études montrent qu'investir massivement dans l'éducation est forcément rentable, mais à 20 ans. La vision court-termiste d'Emmanuel Macron me fait un peu peur. »

FONDAMENTAUX

Quant au programme de Marine Le Pen, Jean-Christophe Salles le juge tout simplement « indigent »: « Sur l'école primaire, elle ne parle que de rétablir l'autorité du maître en instaurant l'uniforme. C'est ridicule, on est dans le paraître. Et les chaussures, on fait comment? Comme s'il suffisait de décréter l'autorité. Il faudrait déjà que l'État montre qu'il respecte les enseignants et que la situation des gens soit moins précaire. » Autre point présent dans le programme frontiste, la priorité donnée aux apprentissages fondamentaux: lire, écrire, compter. Sur le sujet, le professeur renvoie les candidats dos à dos: « Emmanuel Macron et d'autres aussi en ont parlé au premier tour. Cela me fait rire car c'est ce qu'on fait depuis 15 ans. Maîtriser le français est déjà la priorité. Par contre, on lit forcément mieux avec ce que l'on sait du monde, donc sacrifier la géo ou d'autres matières me paraît être un mauvais calcul. »

RYTHMES SCOLAIRES ET AUTONOMIE

Les deux candidats se retrouvent aussi sur la critique de la réforme des rythmes scolaires. Marine Le Pen parle seulement d'y « revenir » tandis que son adversaire souhaite laisser l'initiative aux établissements. « En gros, cela signifie autonomie, recul de l'État et donc augmentation des inégalités selon la richesse des communes. C'est comme pour le bac: Emmanuel Macron veut y introduire plus de contrôle continu qui est effectivement une manière plus fiable d'évaluer les compétences, mais qui pose aussi un souci d'égalité selon les endroits », assure Jean-Christophe Salles. Pour lui, aucun candidat ne s'en prend donc au vrai problème, le budget: « Cela fait des années qu'on fait des ajustements par-ci, par-là, tout en essayant de réduire les coûts. Pourtant il suffirait de s'attaquer à l'évasion fiscale pour avoir largement les moyens de faire les réformes nécessaires. »

Nicolas Mathé ✍

Culture



© Franck Aïx / JT

Jt

« La culture a été SURVOLÉE »

Entre tromperie et manque de véritable vision, Mathieu Fonton, responsable du Collectif courts circuits culturels (C4), décortique les programmes culturels de Marine Le Pen et d'Emmanuel Macron.

« **C**e n'est pas une nouveauté mais la culture n'a pas été un sujet central de cette campagne. Comme d'habitude, elle a été en grande majorité survolée par les candidats. Les deux encore en lice n'échappent pas à la règle, avec des programmes très génériques », déplore Mathieu Fonton, responsable du réseau culturel C4. Parmi les propositions d'Emmanuel Macron, quelques-unes retiennent tout de même son attention comme la volonté de développer l'éducation artistique, le pass culture de 500 euros alloué aux jeunes de 18 ans, utilisable via une plateforme numérique, ou encore l'ouverture des bibliothèques le soir et les week-ends. « Ce sont des annonces très courtes, pleines de bonnes intentions, mais dont on ne sait rien de leur faisabilité. Avoir des bibliothèques ouvertes plus longtemps c'est très bien, mais faut-il pour cela faire travailler les gens plus longtemps, les augmenter ou bien embaucher de nouvelles personnes ? C'est flou. »

Autre point central lorsque l'on évoque la culture : la question du régime de l'intermittence. Quand Emmanuel Macron entend « pérenniser et adapter le statut », Marine Le Pen annonce, elle, vouloir le « remettre en ordre avec la création d'une carte professionnelle » afin de le préserver tout en contrôlant mieux les structures qui en abusent. « Le fait de parler de l'intermittence est déjà une bonne chose, car c'est évidemment la clé de voûte de la création artistique. Mais encore une fois, je ne saisis pas bien le point de vue d'Emmanuel Macron sur le sujet. Quant à Marine Le Pen, parler d'abus alors que cela ne concerne que peu de cas, me paraît un peu trompeur. C'est le système dans son ensemble qui doit fonctionner de manière plus confortable », avance Mathieu Fonton. De manière générale, ce dernier ne voit dans les propositions culturelles de Marine Le Pen que des excuses prolongeant la ligne de conduite globale de sa politique : « Il est question par exemple de

langue française, de patrimoine ou de "métiers d'art" qui est une façon de distinguer art et artisanat. Derrière, il y a la vision que l'art et la culture ne sont pas de vrais métiers. »

Si la question du budget global consacré à la culture n'est évoquée par aucun des candidats du deuxième

tour, certains comme Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon ont par exemple suggéré de sanctuariser ce budget à hauteur de 1% du PIB. Pas de quoi satisfaire le responsable du réseau culturel : « Cela reflète le manque de vision culturelle des hommes et femmes politiques actuels. Ce n'est pas tant le budget qui importe. Il faut se demander quel projet on souhaite porter et surtout quel doit être le rôle de l'État. Le désengagement ne nous gêne pas forcément mais il faut clari-

« Ce n'est pas tant le budget qui importe mais le projet qu'on souhaite porter et le rôle de l'État »

fier cette question, montrer une vraie direction car les choses sont en suspens depuis trop longtemps. » Ainsi, Mathieu Fonton, favorable à la multiplicité des financements de la culture, se félicite tout de même que le mécénat soit abordé dans les deux programmes et ne soit plus un sujet tabou.

Nicolas Mathé ✍

ILS MÉRITENT DE FAIRE LA UNE

CURUPIRA

Entrepreneurs de bon sens

Alors que la rénovation de l'université Jean-Jaurès vient d'être achevée, Audrey Bretaudeau, Rémi Maître et Edson Zenebra y ont ouvert, en novembre 2016, le café culturel Curupira. À la sortie de leur master, ils ont imaginé une cantine éthique, vecteur de lien sur le campus.

✍ Delphine Tayac

HISTOIRE «Le nom Curupira vient d'un mythe de la forêt tropicale. Cet être protège la forêt des abus en trompant ses ennemis», explique Edson Zenebra dit "Sasso". «C'est pour cela que notre slogan est "la culture du bon sens"», poursuit Audrey Bretaudeau. À la carte de cette cantine née sur le campus de l'université Jean-Jaurès, on ne trouve ainsi que des produits locaux, bio et végétariens à déguster à l'heure du déjeuner ou à la pause café. Le tout cuisiné par Géraldine Ricaud qui a rejoint l'équipe en janvier.

ÉQUIPE Audrey, Edson et Rémi se sont rencontrés sur les bancs de la fac, en master 2 "Nouvelle économie sociale". Ce qui était d'abord un projet de fin d'études porté par Rémi et Edson, la création d'une épicerie, s'est finalement mué en projet professionnel de plus grande ampleur : imaginer une cantine éthique sous la forme d'une entreprise coopérative.

ABOUTISSEMENT Alors que les locaux devaient à l'origine être destinés à une cafétéria du Crous, le groupe d'amis décide de proposer un projet alternatif. «Mais il a fallu convaincre la direction de l'université», lancent-ils. Un processus qui a pris plus d'un an, de la présentation à l'obtention d'une délégation de service public, en passant par l'appel d'offres. «Nous avons été soutenus par une pétition des professeurs et d'agents du département de psychologie. Elle a recueilli 650 signatures, preuve qu'il y avait une attente d'un lieu différent des foyers, qui ont leurs publics d'habités», explique Audrey Bretaudeau.

LIEN Tous veulent aussi faire de Curupira plus qu'une cantine. «Chaque mois une nouvelle exposition est proposée. L'association de sensibilisation à l'environnement Sèmelé viendra faire des conférences. On travaille aussi avec le Centre d'initiatives artistiques du Mirail pour proposer des concerts», explique Audrey Bretaudeau.

ÉCONOMIE Les trois coopérateurs se donnent un an pour faire un point sur leur modèle économique. «L'activité se concentre sur quelques mois de l'année et nous n'avons aucune subvention de l'université, c'est à nous de trouver l'équilibre», conclut la jeune femme.



EN BREF



Un nouveau guide sur les RISQUES NOCTURNES

L'association Toulouse Nocturne poursuit sa mission de prévention autour des risques concernant alcool, drogue et sexualité. La nouvelle édition du guide "La Haute-Garonne en mode nuit", réalisée avec la préfecture et le Conseil départemental, sortira à la fin du mois.



40%

De l'électricité consommée en Occitanie l'an dernier ont été couverts par la production d'énergie renouvelable, selon le bilan publié par RTE, la filiale d'EDF dédiée au réseau de transport d'électricité. Ce résultat place la région sur la deuxième marche du podium en France.

30 AGENDA

> JEUDI 4 MAI

Jean-Luc Prince présente le quotidien de sans-abris toulousains dans le documentaire "Dans la lumière des jours". Projection à l'American Cosmograph.

🔗 american-cosmograph.fr

> MARDI 9 MAI

L'astronaute Thomas Pesquet sera en direct vidéo depuis la station spatiale internationale, à la Cité de l'espace. Accès gratuit.

🔗 cite-espace.com

ET MAINTENANT ?

COMMENT DIMINUER le nombre de morts sur la route ?

AIRBAG. Les ponts de mai sont placés sous le signe des contrôles routiers. Mais avant le volet répressif, la prévention est très diversifiée et commence dès l'enfance. Pour trouver le levier qui réussira à sensibiliser chaque usager.

Circulation dense, repas arrosés... Les ponts de mai sont accidentogènes. La préfecture a frappé fort avec huit gros contrôles journaliers en Haute-Garonne. Car 22 personnes ont perdu la vie sur les routes du département depuis janvier. Soit huit de plus que l'an dernier.

Aux contrôles s'ajoutent une campagne radio et la distribution de 11 000 flyers à Muret, à Saint-Gaudens et à Toulouse. En ligne de mire: le portable au volant. «On cherche à trouver ce qui impacte les gens», explique François Sillion, coordinateur sécurité routière à la Direction départementale des territoires. L'une des pistes est de «territorialiser les messages». En mettant, par exemple, la Garonne ou la rocade en toile de fond pour que les usagers se sentent concernés.

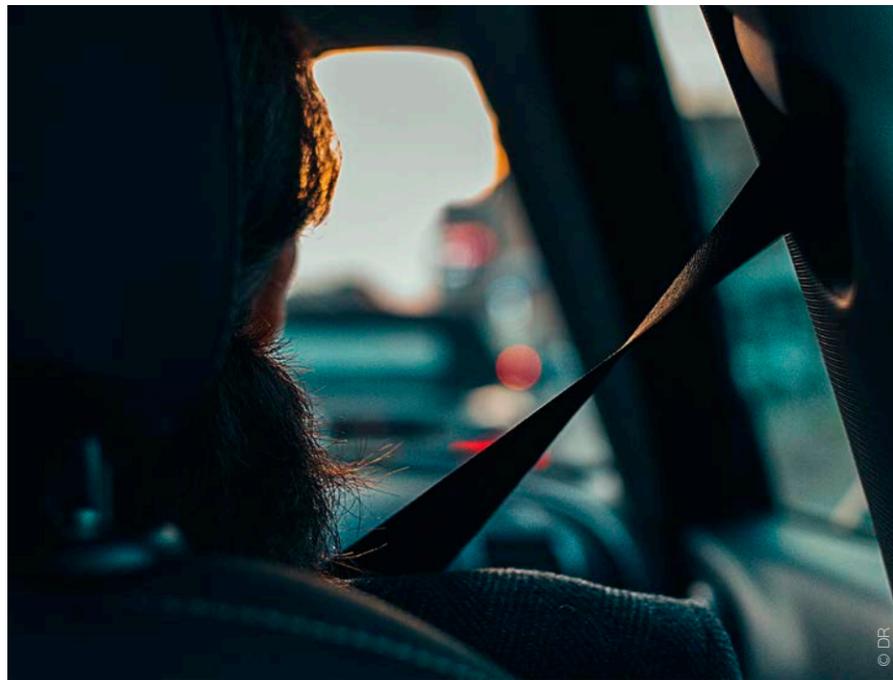
Le covoiturage aurait également «une vertu de responsabilisation». D'après une étude TNS Sofres de 2015, pour BlaBlaCar et la Maif, près de 60% des conducteurs en covoiturage font plus souvent des pauses et respectent la vitesse. L'État reconnaît son utilité, mais laisse son application à l'initiative des entreprises et des particuliers.

Le volet préventif commence dès l'école. Les collégiens obtiennent ensuite une attestation et les lycéens ont un module obligatoire avec des témoignages de jeunes accidentés. «Nous voulons montrer qu'un accident est toujours la conséquence de l'accumulation de plusieurs

facteurs et que l'on peut agir dessus», explique le directeur régional de l'association Prévention routière Occitanie, Bernard Ladevèze.

De plus en plus d'entreprises demandent à l'association des sessions pour leurs salariés. Abordant les facteurs de risque (alcool,

«Il y a bien une évolution des comportements»



stupéfiants, téléphone, somnolence...) et un sérieux volet pratique avec voiture tonneau, simulateurs et crash test. «C'est assez impressionnant de voir le choc à petite vitesse, à 12 km/h !», poursuit-il. C'est le cas, entre autres, de la SNCF, d'Orange, d'Airbus et de services de l'État dans le secteur toulousain. Mais aussi de collectivités, d'universités, de manifestations... Les clubs seniors «sont plutôt attirés par une batterie de tests», avec visiomètre, réactionmètre et remise à jour du code de la route, en mettant l'accent sur les nouveaux panneaux. «On sait que chaque cible est sensible à des messages dif-

férents», souligne Christophe Ramond, directeur des études pour la Prévention routière. Ainsi, un clip choc ou teinté d'humour noir sera beaucoup partagé par les jeunes sur les réseaux sociaux. La voiture tonneau, elle, marque: «C'est une expérience, on va se rappeler toute sa vie que la ceinture protège.» Des actions très difficiles à évaluer. «Mais le nombre de tués sur les routes a baissé de 75% en quarante ans. Il y a bien une évolution des comportements», conclut Christophe Ramond.

Charline Poullain ✍



**L'URGENCE
N'ATTEND PAS**

© Sven Torfinn

AGISSEZ AVEC NOUS SUR **msf.fr**

CONTACTER LE RÉSEAU RÉGIONAL
ET SUIVRE SON ACTUALITÉ ?

MSF MIDI-PYRÉNÉES

15, rue de la Colombette - 31000 TOULOUSE

Tel : 05 34 41 10 25 / 06 17 70 75 56

msf-toulouse@msf.org

Permanences les lundis et mercredis de 17h à 19h

**MEDECINS
SANS FRONTIERES**

J'ai testé...

LES VERTUS DES COMPLIMENTS

Delphine Tayac ✍

ÉTAPE 1

Le diagnostic



«Ce n'est pas que tu n'en fais jamais, mais il faut te tendre la perche.» Voilà le constat cinglant que me fait un proche quand je lui parle de ma mission. Mais selon Kevin Chassangre, psychologue à Toulouse, je ne suis pas la seule. «Cela dépend des individus, mais c'est aussi culturel. Contrairement aux États-Unis, en France on a du mal avec la réussite. Notamment dans le travail. On a tendance à considérer que complimenter va conduire à du relâchement.» Il me donne un premier conseil : «Si on s'inclut dans la formulation en disant "j'apprécie l'effort que tu as fait" par exemple, on permet à l'autre de l'accepter comme tel.»



ÉTAPE 3

Au travail

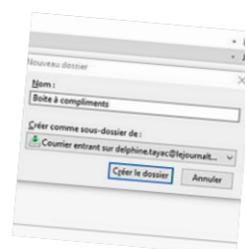
Comment m'y mettre avec mes collègues? Pour m'aider, je contacte Abdessamad Bennani, fondateur de l'entreprise d'informatique AGX. Il a fait des compliments la clé de voûte de son management. Il conseille : «Quand on fait un retour sur un travail ou un comportement, il faut toujours relever les aspects positifs avant les négatifs.» J'essaye en adressant un mail à des collègues journalistes. «Je ne sais pas à qui tu écris mais tu as un grand sourire aux lèvres», me fait remarquer ma voisine de bureau. Signe que ces ondes positives font d'abord du bien à celui qui les envoie.

ÉTAPE 2

Dans la rue



Pour me lancer, je décide de faire un premier test avec des inconnus. Direction la sortie du métro Jean-Jaurès. Je me poste avec un panneau "Compliment gratuit". Non sans appréhension. Je m'attends à des réactions d'indifférence mais récolte en fait de grands sourires. N'ayant pas compris le concept, deux passantes me lancent : «Vous êtes très belle!»; «Vous avez une super coupe de cheveux!» Une dame vient finalement chercher un compliment. Je lui dis : «Vous êtes souriante, je trouve très agréable de croiser des gens comme vous.» Elle me remercie et file sourire aux lèvres. Je pars reboostée pour la journée.



ÉTAPE 4

Apprendre à recevoir

Après quelques jours de test, je remarque que j'ai plus de facilité à l'écrit qu'à l'oral. «Pour être à l'aise, il faut aussi apprendre à les recevoir», indique Kevin Chassangre. C'est aussi la conclusion d'Art-mella, auteur de BD de philosophie, qui a testé les vertus des compliments. «J'ai commencé par m'en faire à moi-même en me disant "Tu es courageuse". Pour construire son estime de soi, il faut se donner de la reconnaissance», explique-t-elle. Abdessamad Bennani conseille aussi d'ouvrir, dans sa boîte mail, un dossier dédié aux compliments. «J'y range les messages où l'on me remercie pour mon travail. Et j'y reviens régulièrement.» Écoutant son conseil, j'y glisse un premier message reçu ce mardi.

👍 Ce que je retiens 👎

Après une semaine de test, j'aborde certaines relations de façon plus positive. Faire des compliments pousse à se focaliser sur la richesse de ceux que l'on côtoie plutôt que sur leurs défauts. Selon Abdessamad Bennani, c'est là que réside leur vertu. «Nous sommes les premiers à entendre ces paroles positives. C'est donc se faire du bien à soi-même.» D'après lui, on récolte les fruits au bout de quelques mois. Je vais ainsi continuer sur ma lancée. Même si l'on ne change pas sa façon de fonctionner en quelques jours, c'est un comportement à la portée de tous, y compris des plus pudiques. Alors pour vous y mettre, pas besoin d'attendre la journée internationale du compliment, le 1^{er} mars.

LA RÉGION S'ENGAGE POUR L'APPRENTISSAGE ET L'EMPLOI

Il est temps de changer de regard sur l'apprentissage : sept apprenti.e.s sur dix trouvent un emploi dans les six mois qui suivent leur formation.

Nouvelles aides pour les apprenti.e.s et leurs familles, nouveaux dispositifs en faveur des entreprises, évolution des formations... **Le Plan apprentissage de la Région, c'est du concret pour booster l'accès à l'emploi.**

**APPRENTI-E
ÇA CHANGE
LA VIE !**

APPRENTIS.LAREGION.FR



La Région
Occitanie
Pyrénées - Méditerranée

laregion.fr





«On a fait une soixantaine de tests avant de trouver la bonne recette. Le premier essai a été très mauvais, on avait l'impression de mâcher un morceau d'écorce! On l'a jeté immédiatement», lance Victorien Bondeau, un des trois créateurs de Tritree. Depuis, les petits chimistes ont bien avancé et mis un point final à leur recette en mars dernier. Au départ, Tritree est un simple sujet de fin d'étude. «C'est devant un reportage à la télévision que nous avons eu l'idée de faire un chewing-gum naturel. Il faut regarder les ingrédients que l'on trouve dans les gommes : du pétrole, du liquide antigivre, des pigments de peinture. Ce n'est pas sain!» Tritree n'est pas la seule société à se lancer sur le marché de la gomme à mâcher bio, un concept qui existe

depuis 2010. Une concurrence qui ne décourage pas le trio. Motivés par leurs professeurs et par une bourse obtenue lors d'un concours organisé par la Chambre de commerce et de l'industrie, les étudiants se lancent dans la confection du produit. De longues heures de recherche et de tests pour trouver la bonne préparation. «Pour la base de notre pâte, on avait choisi une sève d'un arbre grec, mais le rendu ne nous convenait pas. On s'est tourné alors vers le chiclé, la sève d'un arbre que l'on toruve en Amérique du Sud. Pour les Aztèques et les Mayas, cela faisait office de brosse à dents.»

Tritree veut DÉGOMMER le marché du chewing-gum

BULLE. Victorien, Maxime et Timothée, trois étudiants de Sciences Po Toulouse travaillent depuis 2015 sur un chewing-gum 100% durable et écologique. Après avoir mis au point la bonne recette, le trio prévoit de commercialiser son produit dans les semaines à venir.

Dans leur cuisine, les étudiants mélangent, goûtent, mastiquent pour arriver à la bonne recette. Une gomme à mâcher 100 % écologique à base de chiclé, de farine de riz et d'huile essentielle de menthe poivrée. «On veut proposer une alternative qui soit meilleure pour notre avenir et celui de notre environnement», confirment les jeunes entrepreneurs. Mais développer un produit écologique a un coût. «Selon nos estimations, les gommes chimiques utilisées par les entreprises coûtent moins de 5 euros le kilo. Pour notre gomme, il faut compter deux à trois fois plus. La plaquette de 12 chewing-gums sera vendue 1,50 euro», affirme Victorien. Tritree lancera la commercialisation de son produit sur son site Internet dans un premier temps, avant de voir plus grand.

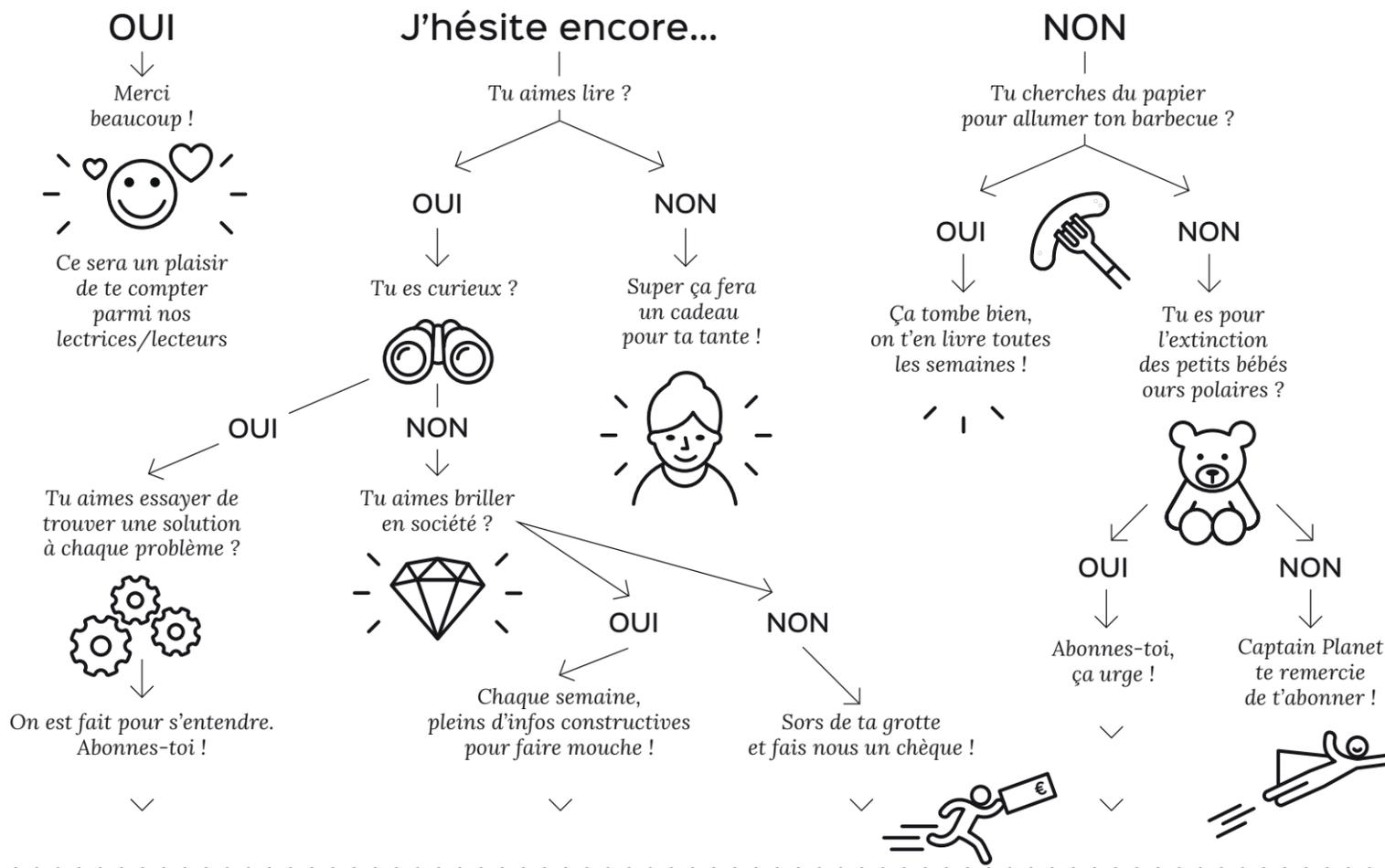
Mais développer un produit écologique a un coût. «Selon nos estimations, les gommes chimiques utilisées par les entreprises coûtent moins de 5 euros le kilo. Pour notre gomme, il faut compter deux à trois fois plus. La plaquette de 12 chewing-gums sera vendue 1,50 euro», affirme Victorien. Tritree lancera la commercialisation de son produit sur son site Internet dans un premier temps, avant de voir plus grand.

Mais développer un produit écologique a un coût. «Selon nos estimations, les gommes chimiques utilisées par les entreprises coûtent moins de 5 euros le kilo. Pour notre gomme, il faut compter deux à trois fois plus. La plaquette de 12 chewing-gums sera vendue 1,50 euro», affirme Victorien. Tritree lancera la commercialisation de son produit sur son site Internet dans un premier temps, avant de voir plus grand.

Rémi Khelif ✍

Veux-tu

LE JOURNAL TOULOUSAIN
DES SOLUTIONS CHAQUE SEMAINE



ABONNEMENT 6 MOIS / 18 € : édition papier + Web
ABONNEMENT 1 AN / 48 € : édition papier + Web
OUI Je m'abonne au JT !

6 MOIS 1 AN

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
CP _____ Ville _____
Mail _____

Par chèque à l'ordre de : Le Journal Toulousain

Par carte bancaire n° _____

Expire fin ____/____ Cryptogramme ____

Signature obligatoire

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à
Le Journal Toulousain
32, rue Riquet
31 000 Toulouse





Dans la clinique DU PATRIMOINE

PIERRES. On leur doit la conservation des fontaines toulousaines, mais aussi la sauvegarde des statues et bas-reliefs ornant la ville et les musées. Depuis 40 ans, à l'abri des regards, les petites mains de l'atelier de restauration de Toulouse s'affairent pour que notre patrimoine garde une santé de fer.

C'est une adresse gardée secrète. Rive gauche, des hangars passant presque inaperçus cachent un atelier très particulier. Des silhouettes dissimulées sous des draps accueillent d'emblée celui qui pousse la porte de l'atelier principal, un vaste espace meublé d'établis bien outillés sur lesquels plonge une immense loupe binoculaire. Dans cet univers de marbre et de moulages, Sophie Reynard-Dubis est dans son élément. Ici, la responsable de l'atelier de restauration de la ville et son équipe de huit personnes veillent sur nos petits et grands trésors. «L'atelier a été créé par la mairie de Toulouse au début des années 1970», raconte-t-elle. «Le musée des Augustins voulait refaire la présentation des salles gothiques, alors une petite équipe a été créée autour du sculpteur Jean-Louis Laffont.» Les travaux finis, la ville décide de garder ce précieux outil. «C'est rare pour une municipalité d'avoir son propre atelier de restauration. C'est une démarche différente, une vraie volonté de préserver le patrimoine», explique avec fierté Sophie Reynard-Dubis, tout en découvrant une pierre tombale ancienne venue se refaire une santé aux ateliers. Dans la

pièce, d'autres patients attendent leur tour. Comme ces beaux chapiteaux romans trouvés lors des fouilles de Saint-Sernin et dont l'équipe moulage dirigée par Stéphane réalise des répliques. Ou encore ce bronze d'un Mercure très ancien du Jardin des plantes dont une réplique va être coulée. «La conservation préventive est l'une de nos principales missions», précise Sophie-Reynard Dubis. «Depuis des années, le moulage a permis de mettre à l'abri de nombreuses statues originales abîmées par l'érosion naturelle ou le vandalisme, et de les remplacer par des répliques.»

Derrière une autre porte, des silhouettes à nouveau, couchées sous des draps comme des gisants. Des senteurs de taillis s'échappent de l'atelier bois où Isabelle et Fabienne sont en pleine anoxie: «Nous plaçons une statue de Vierge à l'Enfant de l'église Notre-Dame du Taur dans une poche spécifique munie d'absorbants d'oxygène. La privation d'oxygène pendant trois semaines à 20°C va permettre d'éliminer les insectes xylophages», éclaire Isabelle, restauratrice de sculptures. Fabienne se tourne ensuite vers le cadre d'un grand tableau du musée des Augustins. Une opération de lifting est en cours. «La dorure est abîmée», explique la doreuse. «Le dépôt de la feuille d'or nécessite de nombreux gestes techniques.» Et l'utilisation de drôles d'ingrédients comme la colle en peau de lapin ! Les infirmières de choc vont aussi devoir apporter des soins à une sculpture cassée d'une exposition des Abattoirs, ou encore trouver les bons remèdes pour remettre sur pieds les six apôtres de la basilique Saint-Sernin. «C'est un travail difficile», explique Isabelle. «Les apôtres ont subi une restauration drastique il y a 50 ans, qui a fait disparaître à tout jamais leur polychromie d'origine.» Or, les conservateurs-restaurateurs ne

peuvent rien faire sans respecter le code de déontologie de la profession. Avant chaque intervention, ils doivent réaliser un diagnostic, présenter un constat d'état et une proposition de traitement au conservateur responsable de l'œuvre, avec, pour certains sujets précieux, l'accord d'une commission scientifique de conservateurs. Un travail de longue haleine. Isabelle a ainsi consacré deux années à la restauration d'une Vierge de piété des Augustins.

Une autre porte, un troisième atelier, cette fois dévolu à la sculpture monumentale. Là, Eugeniusz rentre tout juste du cimetière de Salonique. Avec une partie

« Le moulage permet de mettre à l'abri de nombreuses statues originales abîmées par l'érosion naturelle ou le vandalisme »

de l'équipe, il est allé monter un échafaudage sur le Monument aux morts de Philippeville. «C'est notre prochaine campagne de restauration! Le monument va être traité sur place», explique-t-il tout en ouvrant la porte d'une cabine de micro-sablage. «Lorsque c'est possible, nous effectuons le nettoyage des statues ici, par microgommage à l'aide de

poudres très fines; ces cabines ventilées nous évitent d'inhaler les poussières nocives.» En 15 ans d'atelier, Eugeniusz a pris l'habitude d'intervenir aux quatre coins de la ville, sur des sculptures, des statues d'espaces verts ou encore des portails d'église sculptés comme pour la porte Miégeville de Saint-Sernin. Parfois même en urgence! Le patrimoine peut dormir tranquille, l'atelier veille.

Vos ANNONCES LÉGALES dans votre hebdo

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

Tarif de Publication : L'annonce légale est facturée en fonction du nombre de lignes publiées selon les normes fixées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales. La version consolidée du 1^{er} janvier 2017, fixe le prix de la ligne à 4.15€ HT pour le département de la Haute-Garonne.



CONSEILS D'EXPERTS

Entrepreneurs, vous avez droit À DES AIDES

Jeudi 27 avril, Jean Bepmale et Fabrice Poirier du cabinet d'expertise comptable Marc Bepmale & Associés, ont animé une présentation sur le thème des aides aux entreprises, devant un public d'entrepreneurs de la région toulousaine. Le CEC Marc Bepmale & Associés est un cabinet toulousain particulièrement actif dans l'accompagnement des créateurs d'entreprises et le suivi de leur croissance. A ce titre, il a acquis un savoir-faire certain dans la recherche d'aides et financements de tous types. Le cabinet axe son développement sur le conseil aux entreprises et se positionne comme un réel partenaire de l'entrepreneur et non un simple fournisseur de services. Ce rendez-vous organisé par Le Journal Toulousain et Lab'Oïkos a rencontré un franc succès et permis d'éclairer les participants sur les principales aides auxquelles ils peuvent prétendre. Des aides spécifiques à la création d'entreprise, aux aides accordées au cours de la vie de l'entreprise : dispositifs d'accompagnement du créateur (Business Story, Passeport Entreprendre, NACRE...), dispositifs fiscaux et sociaux favorables (Jeune Entreprise Innovante, zones aidées, Crédit d'Impôt Recherche...), aides aux financements (prêts d'honneur, crowdfunding, business angels...). Les échanges ont été riches entre les participants et les intervenants. Le CEC Marc Bepmale & Associés remercie tous les participants de ce meet-up qui sont venus échanger avec eux sur ce sujet primordial. Jean BEPMALE et Fabrice POIRIER restent à disposition des Chefs d'entreprise qui désiraient les rencontrer pour approfondir ce sujet... ou d'autres ! L'accompagnement au quotidien de plus de 200 professionnels et entreprises de tailles et secteurs d'activité variés confère aux membres du cabinet une expertise qui est précieuse aux dirigeants leur faisant confiance. En attendant n'oubliez pas : Entrepreneurs, vous avez droit à des aides !

Expertise comptable,
Audit, Conseil:

72 rue Riquet
31000 Toulouse
Tel: 05.62.27.07.43

www.cabinet.bepmale.com



La prochaine édition des Matinales Juridiques se déroulera le 18 mai à 8h, au Lab'Oïkos, 32 rue Riquet.

CONSTITUTIONS



Patrick PARTOUCHE
AVOCAT
19 Chemin de Nicol
31200 TOULOUSE

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 27 Avril 2017 il a été constitué une Société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : Société Civile Immobilière
DENOMINATION : SCI MELANIE UNG
OBJET : L'acquisition, la propriété, l'exploitation par bail, location, ou autrement de tous immeubles et droits immobiliers, et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

CAPITAL : 1 000 €
APPORTS : en numéraire entièrement libérés

SIÈGE SOCIAL : 33 Rue Jacques Delors à BALMA (31130)
DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S.

GERANCE : Mélanie UNG, demeurant 33 Rue Jacques Delors à BALMA (31130)
CESSION DE PARTS : les parts sociales sont librement cessibles entre associés, de même qu'aux descendants et ascendants du cédant. Toutes les autres cessions sont soumises à agrément.

IMMATRICULATION : Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE

Pour avis.

Par acte SSP du 26/04/2017 il a été constitué une SCI dénommée:

DB VASSEUR
Siège social: 185 rue de l'ormière 31380 GARIDECH
Capital: 1.000 €

Objet: La Société a pour objet l'acquisition, l'administration, la mise en valeur - y compris au moyen de l'édification ou la modification de bâtiments - et l'exploitation par bail, location ou autrement de tous immeubles bâtis ou non bâtis, dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement, le cautionnement, hypothécaire ou non, à titre occasionnel et gratuit, des prêts qui pourront être souscrits personnellement par les associés en vue de la réalisation de l'objet social et plus généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la Société.

Gérant: M. BOUCHAREB Yann 185 Rue de l'Ormière 31380 GARIDECH
Co-Gérant: M. DUPLAND Emmanuel 29 Rue Almendralesjo 31380 MONTASTRUC LA CONSEILLERE

Cession des parts sociales : Toutes opérations ayant pour but ou pour résultat le transfert d'un droit quelconque de propriété sur une ou plusieurs parts sociales, entre toutes personnes existantes, physiques ou morales, à l'exception de celles qui seraient intervenues entre associés ou conjoints ou au profit de descendants directs, sous réserve d'avoir été notifiées aux autres associés au moins un (1) mois avant, sont soumises à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, celle-ci étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Durée: 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de TOULOUSE

Par Assp du 28.4.2017, il a été constitué une SAS dénommée : J.M.PARCS ET JARDINS Sigle : J.M.P.J. Capital : 5 000€. Siège : 7, allée Philippe Ariès, Apt 58, 31400 Toulouse. Objet : Services d'aménagement paysager et toutes opérations de nettoyage, aménagement, entretien se rattachant à l'objet ci-dessus désigné. Durée : 99 ans. Président : Mr MUSELET Jérôme, 7, allée Philippe Ariès, Apt 58, 31400 Toulouse, pour une durée indéterminée. Admission aux assemblées et droit de vote : Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. Transmission des actions : Cessions libres entre associés et soumises à l'agrément préalable du Président de la société envers les tiers. Immatriculation au RCS de Toulouse.

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : DYAMS FANTAISIES
FORME : Société à Responsabilité Limitée
SIÈGE SOCIAL : 25 bis, Boulevard de la Magdeleine 31220 MARTRES TOLOSANE
OBJET : La vente de bijoux fantaisie, d'accessoires de coiffure et de mode
DURÉE : 99 ans
CAPITAL : 3 000 euros
GERANCE : Alexandra DAROLLES demeurant 24, avenue de Martres - Appt n°4 - 31220 PALAMINY
IMMATRICULATION : au RCS de Toulouse.

Pour avis,

Aux termes d'un acte SSP en date du 31/03/2017 il a été constituée une société Dénomination sociale : CRONOBO
Siège social : 479 ROUTE DE L'HIPPONDROME, 31330 MERVILLE -Forme : SASU
Capital : 3000 Euros - **Objet social** : Edition de logiciels applicatifs, logiciels en ligne - **Président** : Monsieur Rémi Béges demeurant : 479 ROUTE DE L'HIPPONDROME, 31330 MERVILLE élu pour une durée indéterminée - **Admission aux assemblées et droit de vote** : Tout actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Les actions sont librement cessibles entre associés uniquement. **Durée** : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Par acte ssp en date du 10/04/2017, il a été constituée une SARL unipersonnelle
Dénomination : ST TELECOM
Siège social : 07 Rue De l'industrie 31320 CASTANET-TOLOSAN
Capital : 7500 €
Objet : achats, ventes des cartes téléphoniques
Durée : 99 ans
Gerance : M. DOS SANTOS FERNANDES José Maria 20 Rue Du Coq 34500 BEZIERS
Immatriculation au RCS de TOULOUSE

Il a été constitué le 27 avril 2017 une SASU dont les caractéristiques sont les suivantes : Dénomination sociale : SASU GO BEYOND

Capital social : 5 000€. **Siège** : 14 allée F. Mistral 31400 Toulouse ; **Objet** : activité de conseil et audit ; **Durée** : 99 ans - **Président** : M. Christophe Maris, demeurant 14 allée F. Mistral 31400 Toulouse.

La société sera immatriculée au RCS de Toulouse

Il a été constitué le 28 avril 2017 une SASU dont les caractéristiques sont les suivantes : Dénomination sociale : SASU A.T.B. ; **Capital social** : 1 000€

Siège : 15 rue M Sangnier 31300 Toulouse ; **Objet** : vente de véhicule d'occasion ; **Durée** : 99 ans **Président** : M. Avestisyan ALIK, demeurant 4 imp. Madeleine de Scudéry 31000 Toulouse.

La société sera immatriculée au RCS de Toulouse.

AVIS DE CONSTITUTION - Forme : SASU. Dénomination : EBT 31. **Objet** : Maçonnerie générale, bardage, couverture et étanchéité. **Siège social** : 1 chemin Suzanne Valadon 31200 TOULOUSE. **Capital** : 500,00 €. **Durée** : 99 ans. **Président** : Civilité Mr, Nom Yahia TRARI, demeurant 1 chemin Suzanne Valadon 31200 TOULOUSE. **Immatriculation** RCS TOULOUSE.

CESSIONS



SCP « Bertrand FABRE, Isabelle PUJOL et Philippe CHALLEIL, notaires associés »
56 Rue du Président Wilson
31220 CAZERES SUR GARONNE

Cession de fonds de commerce

Suivant acte reçu par Maître Isabelle PUJOL, Notaire associé à CAZERES SUR GARONNE (31220), 56 Rue du Président Wilson, le 22 avril 2017, enregistré au SIE de SAINT GAUDENS, le 26 avril 2017, bord. 2017/197, case 1, a été cédé par : Monsieur Alain PELE, Restaurateur, époux de Madame Marie-Louise LUIZ, demeurant à CAZERES SUR GARONNE (31220) 6, chemin Devèze. Né à NEVERS (58000), le 10 août 1962.

A : Monsieur Eric Jean RECURT, sans emploi, époux de Madame Laure Sabine Clothilde GALLET, demeurant à AUCAMVILLE (82600) 2 rue BIAUGUETTE Résidence du Château d'eau. Né à TARBES (65800), le 25 mars 1969.

Un fonds de commerce de restaurant, self exploité à BOUSSENS (31360), Zone Industrielle Estarac, lui appartenant, connu sous le nom commercial L'ESTARAC, et pour lequel le cédant est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE, sous le numéro 800872343.

Le cessionnaire est propriétaire du fonds vendu à compter du jour de la signature de l'acte. L'entrée en jouissance a été fixée au jour de la signature.

La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de VINGT MILLE EUROS (20 000,00 EUR), s'appliquant :

- aux éléments incorporels pour MILLE EUROS (1 000,00 EUR),
- au matériel pour DIX-NEUF MILLE EUROS (19 000,00 EUR).

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, à l'adresse du vendeur, ou domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion,
Le notaire.

Suivant acte sous seing privé en date du 05/04/2017 à Toulouse : YVETTE AMBULANCES société à responsabilité limitée au capital de 7.500 € sis Las Grabos 31430 LE FOUSSERET immatriculée au RCS de Toulouse sous le numéro 442 364 196, représentée par Mme Yvette MARTY,

A cédé à : RIEUMES AMBULANCES Société à responsabilité limitée au capital de 6.000 € sise 125 route de Lautignac 31370 RIEUMES immatriculée au RCS de Toulouse sous le numéro 508 211 588, représentée par Mme Linda GABRIEL, gérante

Les branches complètes d'activités de taxi et ambulance situées Las Grabos 31430 LE FOUSSERET ainsi que le matériel et le mobilier, l'enseigne, les contrats y attachés, cession enregistrée à la Recette des impôts de Toulouse le 06/01/2017. Dossier 2017 17164, référence 2017 A 04517.

Ladite cession a eu lieu moyennant le prix de 400 000 € (quatre cent mille euros).

L'entrée en jouissance a été fixée au 21/03/2017 et les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues par acte extrajudiciaire et au plus tard dans les 10 jours de la dernière date de publication prévue par la loi, entre les mains de Maître Jean-Paul CLERC, avocat à Toulouse (31000) 40 Place des Carmes.

Pour votre DÉPÔT
d'annonces légales
et judiciaires

32 Rue Riquet • 31000 Toulouse



TRANSFERTS DE SIEGE

HD CONSEIL
Société à responsabilité limitée
Au capital de 1000 euros
Siège social : 243, route d'Albi
31200 TOULOUSE
825 176 936 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire du 06 mars 2017, il résulte que :
Le siège social a été transféré au 3, route de Bessières 31140 PECHBONNIEU, à compter du 06 mars 2017.
L'article «Siège social» des statuts a été modifié en conséquence.
Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.

Pour Avis.

Patrick PARTOUCHE
Avocat
19, chemin de Nicol
31200 TOULOUSE

LA BELLE LIEGEOISE
Société à Responsabilité Limitée à associé unique
au capital de 2 500 €
Siège social : 183 Route de Revel
31400 - TOULOUSE
RCS TOULOUSE : 810 403 683

Aux termes de décisions en date du 28 avril 2017, l'associé unique a décidé de transférer le siège social de TOULOUSE (31400) 183 Route de Revel à TOULOUSE (31000) 14 Rue des Changes et de mettre à jour en conséquence l'article 4 des statuts.
Le dépôt légal sera réalisé auprès du RCS de TOULOUSE.

Pour avis

NON DISSOLUTION

TANDEMS
Société à responsabilité limitée au capital de 10950 euros
Siège social : 51 Rue de l'Urss
31400 TOULOUSE
793 395 161 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire du 26/01/2017 à 16 heures :
L'assemblée générale extraordinaire, statuant conformément à l'article L 223-42 du Code de commerce, a décidé de ne pas dissoudre la Société.
Mention sera faite au RCS : TOULOUSE.

Pour avis.

DISSOLUTION

MEDIA CONCEPT EDITIONS
Société à responsabilité limitée à associé unique au capital de 1 000 euros
Siège social : 2 Chemin de Nicol
31200 TOULOUSE
791 078 256 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée unique en date du 17 mai 2016, il résulte que :
L'associé unique, statuant conformément à l'article L 223-42 du Code de commerce, a décidé de ne pas dissoudre la Société.
Mention sera faite au RCS : TOULOUSE

Pour Avis.

LIQUIDATIONS

CHEMINEES SALAS
Société à responsabilité limitée En liquidation au capital de 5000 euros
Siège social : 14, Boulevard Alain Savary
31170 Tournefeuille
RCS TOULOUSE 531 788 354

L'assemblée générale du 31 mars 2017 a approuvé les comptes de liquidation, a donné quitus au liquidateur et l'a déchargé de son mandat, et a prononcé la clôture de la liquidation. Les comptes de liquidation sont déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de TOULOUSE, en annexe au RCS.

Pour avis.

Sarl as mécanique carrosserie au capital social de 1 € siège social 125 chemin des ramiers 31700 blagnac siren 480174853 Rcs de toulouse. Aux termes d'une délibération en date du 20 juin 2014, la collectivité des associés a approuvé les comptes définitifs de liquidation arrêtés au 31/12/2013, donné quitus au liquidateur MR Sellani Abdelmalek pour sa gestion, l'a déchargé de son mandat et constaté la clôture de la liquidation. Les comptes du liquidateur ont été déposés au greffe du tribunal de commerce de Toulouse.

DEMISSION DE GERANT

ORAL OCCITANIE
Société civile de moyens
Au capital de 45.000 EUROS
SIEGE SOCIAL : 20 Avenue Bernard IV - 31600 MURET
RCS TOULOUSE 534 920 384

Par décision de l'assemblée du 5 avril 2017, il a été pris acte de la démission de Monsieur Michel DE PIZZOL de ses fonctions de gérant à effet du 1er avril 2017.

Pour avis.

DIVERS

RELIEFDOC
Société par Actions Simplifiée ZA PRAT
17 Avenue Prat Gimont
BALMA (31130)
RCS TOULOUSE 301 241 972

Avis d'extension de l'objet social & de prorogation de la durée de la société & de modification de la clause d'agrément

Aux termes du procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des associées en date du 6 mars 2017, il a été décidé :
• d'étendre l'objet social à :
- la fabrication et la commercialisation de tous matériels et produits d'imprimerie, de tous objets publicitaires, de papeterie, de librairie, de tous imprimés, de toutes fournitures de bureau, de bureau-typique et d'informatique ;
- la conception, la réalisation et la commercialisation de tous objets et produits publicitaires, signalétiques, de décoration ;
• de proroger la durée de la société pour une nouvelle durée de 90 années, à compter du 22 mars 2024 ;
• de modifier la clause d'agrément, à l'effet que celui-ci soit soumis aux délibérations des associés réunis dans les conditions d'une assemblée générale extraordinaire.
et de modifier corrélativement les articles 2, 5 et 13 des statuts.

Pour avis,

LudiCorp International
Société par actions simplifiée au capital de 10 000 €
Siège social : 26, Rue de la Colombette - 31000 TOULOUSE
819 966 078 RCS de TOULOUSE

Par décisions du 05.04.2017, les associés ont constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital par apport des titres de la société SJR LABELS, portant ainsi le capital à 2 010 000 €. Ils ont par ailleurs décidé de nommer Sandrine JULLIEN-ROUQUIE, demeurant 26, rue de la Colombette - 31000 TOULOUSE, en qualité de directrice générale avec effet immédiat et le cabinet AEC AUDIT sis 1, place Mendès France - 31400 TOULOUSE, en qualité de commissaire aux comptes titulaire.
Les statuts sont modifiés en conséquence.



CONTACTEZ-NOUS !

Pour votre DÉPÔT d'annonces légales et judiciaires et vos demandes de DEVIS



32 Rue Riquet, 31000 Toulouse



09 83 27 51 41



annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

HEFT-IMMO
Société par actions simplifiée au capital de 10 000 euros
Siège social : 1, rue du Pont Vieil
31780 CASTELGINEST
809 459 282 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire du 17 mars 2017, il résulte que :
Madame Sevgi AKIN démissionne de ses fonctions de Président de la société. Monsieur Hasan DENIZ, né le 7 mars 1974 à DIYARBAKIR (TURQUIE), de nationalité turque, demeurant 48, route de Graten-tour - 31140 PECHBONNIEU est désignée en qualité de nouveau Président de la société pour la durée de la société.
L'article 13 « Nomination, révocation et cessation des fonctions du président » des statuts a été modifié en conséquence.
La dénomination sociale a été modifiée et devient « HEFT-INVEST ».
L'article 3 « Dénomination sociale » des statuts a été modifié comme suit :
• Ancienne mention : « HEFT-IMMO »
• Nouvelle mention : « HEFT-INVEST »
Mention sera faite au RCS de TOULOUSE

Pour avis,

RELIEFDOC
Société par Actions Simplifiée ZA PRAT
17 Avenue Prat Gimont
BALMA (31130)
RCS TOULOUSE 301 241 972

Avis d'augmentation du capital

Aux termes du procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des associées en date du 29 mars 2017, il a été décidé :
• d'augmenter le capital d'une somme de 19.320 Euros, pour le porter de la somme de 208.005 Euros à la somme de 227.325 Euros, à libérer en numéraire ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles. Cette augmentation a été réalisée par l'émission de 1.288 actions nouvelles de 15 Euros de valeur nominale, émises avec une prime d'émission de 82,05 Euros l'une ;
• d'augmenter à nouveau le capital d'une somme de 106.085 Euros, pour le porter de la somme de 227.325 Euros à la somme de 333.410 Euros, par incorporation à due-concurrence de primes d'émission, avec en contrepartie l'élévation de la valeur nominale des actions, laquelle est portée de 15 Euros à 22 Euros.
Et de modifier corrélativement les articles 6 et 7 des statuts.

ENTRAD
SAS au capital de 42 685,72 €
Siège social : 25 impasse de la Saurdune 31140 LAUNAGUET
339 165 771 RCS TOULOUSE

L'AGO réunie le 26/01/2017 a :
- pris acte de la démission de M.Philippe PETIT de ses fonctions de Président de la société à compter du 26/01/2017.
- nommé en remplacement aux fonctions de Président à compter du 26/01/2017 :
la SA STEPHANIX, au capital de 2 800 000 €, siège social : 10 rue Jean Moulin - ZI du Bayon - 42150 LA RICAMARIE, 332 390 566 RCS ST ETIENNE.
- nommé aux fonctions de Directeur Général à compter du 26/01/2017 :
M. Yannick CHAPOTOT Demeurant à MIREFLEURS (63730) 21 rue du Colombier. Né à CLERMONT FERRAND (Puy de Dôme) le 02/02/1962.

TLS 31
Société à responsabilité limitée au capital de 30 000 euros
Siège social : 54, avenue de la Gloire
31500 TOULOUSE
824 004 659 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire du 6 mars 2017, il résulte que :
Le siège social a été transféré au 3 route de Bessières 31140 PECHBONNIEU, à compter du 6 mars 2017.
L'article 4 «Siège social» des statuts a été modifié en conséquence.
Monsieur Paul DEMIR démissionne de ses fonctions de Gérant de la société. Monsieur Hasan DENIZ, né le 7 mars 1974 à DIYARBAKIR (TURQUIE), de nationalité turque, demeurant 48, route de Graten-tour - 31140 PECHBONNIEU est désignée en qualité de nouveau Gérant de la société pour la durée de la société.
L'article 26 « Nomination du Gérant ou des co-gérants » des statuts a été modifié en conséquence.
La dénomination sociale a été modifiée et devient « Entreprise S.B.R. ».
L'article 2 « Dénomination sociale » des statuts a été modifié comme suit :
- Ancienne mention : « TLS 31 »
- Nouvelle mention : « Entreprise S.B.R. »
Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.

Pour Avis.

RECTIFICATIFS

Additif à l'annonce parue dans le N°733 concernant la SASU PANA CONSTRUCTION, il convient d'ajouter à l'adresse du siège social « immeuble Atria ».

Rectificatif à l'annonce parue sans le N° 735 et concernant le transfert de siège social de la Sarl Cabinet d'Etudes Techniques pour l'Energie, le Froid, les Fluides (CÉTEFF). Il convient de lire dans l'entête 81 chemin de la Butte et non 8, chemin de la Butte.

Infogreffe.fr : un accès direct aux informations des Greffes des Tribunaux de Commerce.

L'INFORMATION LEGALE SUR LES ENTREPRISES
Les Greffes des Tribunaux de Commerce